

la nécessité du projet, le réaménagement et ainsi de suite. Il paraît que des émissaires du ministère sont allés là-bas et qu'ils ont présenté aux habitants ce qui est en fait un ultimatum. Cela est malheureux et arbitraire. Lorsqu'il s'agit des droits des individus, aucun effort ne devrait être épargné pour traiter les citoyens équitablement.

Voici un autre aspect de ce programme d'acquisition de terrains qui m'a pas mal intrigué: un militaire, l'officier commandant de la brigade je crois, s'est mis en rapport avec les gens pour les informer que le ministère de la Défense nationale avait besoin de ce terrain. Je trouve très curieux que le personnel militaire se trouve impliqué dans l'acquisition de terrains. C'est un domaine qui devrait incomber aux autorités civiles. Comment peut-on justifier l'ingérence du personnel militaire dans une transaction impliquant uniquement le gouvernement et les propriétaires fonciers?

Monsieur le président, j'aimerais obtenir une explication de tous ces détails, à un moment opportun de l'étude de ces crédits. J'espère que quelqu'un m'expliquera les circonstances et aussi les méthodes administratives suivies en l'occurrence par le ministère.

Finalement, après des mois d'efforts pour prouver aux Canadiens que notre politique de défense était orientée, grâce à l'intégration, vers une plus grande mobilité de nos forces armées, et que la réduction du personnel et les épargnes en découlant seraient réaffectées à l'achat d'armes plus modernes et plus nombreuses, le ministre doit expliquer comment il se fait maintenant que toutes ces palabres n'étaient que du vent et que nous n'avons pas, semble-t-il, amélioré nos moyens de défense d'un iota.

• (4.10 p.m.)

**M. MacRae:** Monsieur le président, je voudrais dire quelques mots seulement au sujet des prévisions budgétaires du ministère de la Défense nationale. Mon intérêt en matière de défense est d'autant plus grand du fait de la présence, dans ma circonscription, de l'établissement militaire peut-être le plus remarquable de tout le Commonwealth britannique, le Camp Gagetown, avec sa ville modèle, ses nouveaux bâtiments et son terrain d'entraînement de 427 milles carrés, le plus magnifique du pays et peut-être même du monde entier.

En effet, le camp Gagetown est si réputé que des observateurs militaires de tous les pays du monde libre y viennent chaque été pour y voir les exercices d'entraînement; en outre, cet hiver, les fusiliers marins des États-Unis sont venus y terminer un stage d'entraînement et on me dit que ce groupe d'hommes aguerris y ont trouvé l'entraînement fort dur.

Plusieurs unités s'y trouvent à l'heure actuelle: la *Royal Canadian Horse Artillery*, les *Royal Canadian Dragoons*, dont on a parlé au cours du débat, les *Royal Highlanders of Canada*, deux bataillons, le *Black Watch* et le nouveau bataillon de service, et les autres unités militaires, toutes dignes de louanges.

Les députés ne sauraient être versés dans tous les domaines et, pour ma part, j'aime choisir certains éléments parmi les sujets qui m'intéressent et en traiter. En matière de défense, mon premier intérêt va à l'élément humain, la personne, le personnel. Je remercie le ministre de sa grande courtoisie à mon égard lorsque je lui ai soumis certains problèmes de défense; je remercie tout particulièrement le ministre associé, assis à son côté. J'ai écrit maintes fois au ministre associé de la Défense nationale et ses réponses m'ont toujours été utiles. Elles ne constituaient pas toujours la solution satisfaisante attendue, mais il m'a toujours rendu service et je tiens aujourd'hui à l'en remercier. (*Applaudissements*)

Vendredi dernier, le 18 février, le ministre associé a annoncé que le ministère verserait des primes de rengagement. J'ai été très heureux de l'apprendre, car il figure actuellement au *Feuilleton*, en date du 17 février, elle était en réalité datée de la veille, une question en mon nom où je demande au gouvernement d'étudier cette possibilité. J'ai aussi soulevé le point au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône; bien entendu, le sujet a été très souvent abordé pendant la dernière campagne électorale dans ma circonscription.

Je signale, monsieur le président, que j'ai insisté sur la prime de rengagement, car il me semble que les services perdent trop de militaires à la fin de leur troisième année de service, ou de leur cinquième ou de leur dixième, suivant le cas. Je félicite le ministre et le gouvernement du fait qu'ils offrent cette prime de rengagement aux membres des services armés. Il est bien vrai, comme on l'a dit vendredi dernier, que le paiement d'une